

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°7 - 1^{er} trimestre 2006, prix libre...

Au secours! On étouffe

Dépêchez-vous de penser librement, ça ne va pas durer longtemps, l'oppression capitaliste s'amplifie dans une indifférence trop générale.



Oppression économique. Nouveaux contrats de travail, CNE et CPE, autorisation des licenciements économiques avant même l'apparition de difficultés, ces avancées de la "modernisation" économique annoncent la fin prochaine du code du travail sous l'œil attentif du Médef qui fait de la surenchère. La généralisation de la précarité à vie nous est vendue comme un offrande au dieu de la croissance, alors même que la Terre va dans le mur.

Oppression sociale. La banalisation et la généralisation des nanotechnologies, de la vidéosurveillance et de la biométrie pour le contrôle des individus dépassent toutes les projections futuristes de la science fiction. Ajoutons à cela le recours abusif au traitement chimique des troubles psychologiques et des "déviances", et nous sommes aux portes du *Meilleur des mondes* avec chacun une camisole sur mesures.

Oppression morale. Retour en force de toutes les religions pour se partager le marché des consciences, culpabilisation et sanctions des parents démunis, développement des communautarismes et des discours xénophobes : l'ordre moral s'affirme sans vergogne.

Et cerise sur le gâteau : si nous l'écoutons il faudrait expulser tous ces terroristes potentiels que sont les étrangers "indésirables", et puis pourquoi pas leur balancer une bombinette atomique pour les calmer!

Doit-on balancer la télé, avaler son portable, ignorer internet, déchirer ses cartes de crédit, de fidélité, vitale et compagnie pour échapper à cette oppression, respirer un bon coup et définir ensemble le monde dans lequel on veut vivre ?



Tous en colère

Un pilote : p 2, Expulsions : p 2
De Gauche? : p 3

La gueule toute verte

Souveraineté alimentaire, décroissance
et capitalisme: p 4-5

Désordre d'Etat

Vichy pétite encore : p 6-7

Mauvaises fréquentations

René Bourdet, poète des mots : p 8-9

L'oeil de Fennec

Encart central à plier soi-même

Mémoire aux poings

Nouvelles des superstitions : p 10

Mémoire Vivante

Armand Gatti en Limousin : p 11

Capitalisme à la poubelle

J'ai fait un cauchemar : p 12

Des emplois à la pelle : p 13

Mauvaises lectures

Bombes anticléricales
et désertion directe : p 14

Revue de crise : p 15

Débats, offensives, impasse de l'école

Vous êtes cernés p 16

**La sarcaille est un
rapace nuisible**

2 – Tous en colère

Un psilote

Ayant "récemment" eu l'occasion de porter quelques cartons, j'en ai retiré une petite filosofi à l'usage des producteurs-trices que nous sommes tous.

Le monde des travailleurs, si divers et varié en apparence, se résumerait selon cette filosofi à deux grandes catégories génériques : le manutentionnaire intérimaire et le technicien d'analyse.

Le manutentionnaire intérimaire prend son carton au point A et le porte au point B en passant par le point C. Ce pourrait être l'occasion d'un syllogisme sur la nullité des process de production si Marx et Bakounine n'étaient passés par là. En effet, le travailleur marxiste mettra, au point C, dans le carton un autre carton, dans lequel il mettra un autre carton, à l'infini puisque le carton a la taille de l'Univers - et l'on s'extasiera sur la supériorité de l'économie de Plan et les méthodes de gestion de la SNCM. Le travailleur bakouninien laissera au point C le carton vide (l'on sait aujourd'hui que l'énergie du vide est prépondérante dans l'Univers, surtout quand elle explose), à moins qu'il n'y place une grue, un tigre ou un autre animal en papier plié à la Japonaise selon l'antique art de l'origami, et ce en fonction du récipiendaire du carton. Quant au travailleur non politisé, la décence nous oblige à taire ici ce qu'il fera dans son carton au point C (on peut lire Deleuze-Gattari, *Capitalisme et Schizophrénie* pour en avoir une idée). Le technicien d'analyse porte lui aussi son carton du point A au point B, que voulez-vous qu'il fasse d'autre en ce triste monde ? Par contre, comme il est instructionné, il va s'efforcer de trouver le point G. Du carton. Raison pour laquelle il peut espérer émarger chez bo-bo, alors que le manutentionnaire intérimaire mène une vie de serf. Le point G du carton plus ou moins bien trouvé produira chez la ménagère de moins de 50 ans -ou ne produira pas- la fameuse pulsion d'achat, puisque la société marchande, comme toute société, fonctionne sur la captation de la libido collective.

le Psilote

Lcr : nous ne parlons pas des classes dirigeantes, ce ne sont pas des travailleurs mais des parasites, bien qu'ils se donnent un mal de chien pour étayer le mur de l'argent qui se fissure, qui se lézarde, qui menace ruine...

Halte aux expulsions

Face à la répression organisée, ici comme ailleurs, on s'organise, pour, qui sait, partager les richesses, pas la misère!

Collectif creusois

Octobre 2005 : la préfecture doit faire son quota d'expulsion de clandestins : à quelques jours d'intervalle, une jeune femme enceinte et une grand-mère ont été arrêtées par les gendarmes, envoyées en centre de rétention en banlieue parisienne, et, en l'espace de quarante huit heures, une des deux était déjà renvoyée dans son pays d'origine.

A la suite de ces rafles inacceptables, un collectif s'est créé, le collectif creusois "Halte aux expulsions".

Son but est d'essayer de prévenir et d'empêcher que ne se reproduisent des expulsions comme celles du mois d'octobre 2005, et d'essayer de se donner une structure qui permette de réagir et d'aider de manière efficace une personne menacée d'expulsion.

Le collectif est composé de diverses associations et institutions : Attac 23, MRAP, Cimade, Ligue des droits de l'homme, Ras'l'front, Lumière d'Afrique.... soutenu par PC, PS, Verts, LCR, CGT, AC!, SNES, SNUIPP,

FCPE, Solidaires... Il est pour le moment assez informel, et essaie de mettre sur pied une permanence mensuelle d'information juridique, d'établir des contacts avec des avocats spécialisés, de récolter quelques fonds pour pouvoir répondre à des situations d'urgence.



Tiré de No passaran

Collectif des Sans Papiers de Limoges

Le jeudi 22 décembre place de la République à Limoges, s'est déroulée une manifestation du Collectif des Sans-papiers avec de nombreux soutiens, contre cette répression qui s'aggrave de jour en jour, pour que les sans papiers accèdent au droit de vivre dignement et pour une régularisation collective des sans-papiers.

Depuis plusieurs mois le collectif des sans papiers de Limoges a déposé auprès de la préfecture 216 dossiers de demande de régularisations ce qui représente 500 personnes. Depuis, seules 35 réponses positives ont été signifiées contre 160 lettres "d'invitation" à quitter le territoire qui ont été envoyées.

La situation des sans papiers s'aggrave de jour en jour, les menaces de reconduite à la frontière pèsent de plus en plus sur les épaules des déboutés y compris à Limoges : la chasse aux étrangers en situation irrégulière est ouverte portant gravement atteinte à la dignité des personnes.

Les organisations soutenant le Collectif des Sans Papiers à Limoges: ADS, ATTAC 87, CCFD, CGT CNASEA, FSU, GISTI, Inter 87 FSU, Jeunes CGT 87, USD Santé Social CGT, LCR, MDH, MRAP, PCF, Ras

L'Front, Sud Etudiants, Sud Santé Sociaux, Les Verts.

Début juillet 2005, la ville de Limoges et le Conseil Régional du Limousin ont voté des motions de soutien aux sans papiers.

Contact : Maison des Droits de l'Homme 37, rue Frédéric Mistral 87100 LIMOGES T : 05 55 35 81 24

Email : mdh.limoges@free.fr

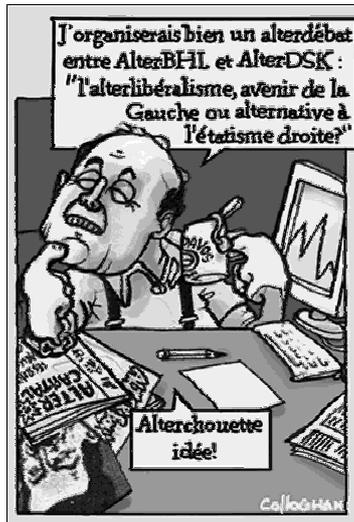


DE GAUCHE AVEZ-VOUS DIT ? COMME C'EST BIZARRE !

Il est vrai que quand on parle de la "gauche", les libertaires ont tendance à tendre l'oreille car ils appartiennent un peu à cette grande "famille" même s'il y a beaucoup à dire sur ce type de classification ! Ce qui est insupportable, ce sont les doubles discours : d'un côté de grandes déclarations de principe et puis, de l'autre, des positions concrètes bien "réalistes" à l'opposé de ce que l'on vient de défendre ardemment la main sur son cœur philosophique !

Un exemple de service public : l'eau

Sur le sujet sensible des services publics (et il y en aurait bien d'autres !), certains semblent commencer à se rendre compte du double jeu que des élus de "gauche" n'hésitent pas à utiliser plus que régulièrement. Lors de la dernière réunion du "Comité de défense et de développement du service public" qui a eu lieu à Guéret, on a pu ainsi entendre des phrases de ce genre : "Il est facile de faire le consensus de vocabulaire mais dès qu'il s'agit d'action...". "C'est un début dans la réflexion et, peut-être, celle-ci évoluera-t-elle jusqu'à ouvrir un peu plus les yeux des militants de bonne volonté obnubilés par la mythique puissance des différents suffrages électoraux et par-là de leurs élus ? Un exemple très intéressant, c'est celui du "service de l'eau": par définition, il n'y a pas "bien" plus "commun" que celui-ci puisque étant à la base de toute vie sur Terre ! Et puis, l'histoire et une certaine rationalité font qu'il n'y a pas plus décentralisé et donc gérable au plus près de l'usager. Voilà donc un "service public" aux petits oignons. Et que croyez-vous qu'il arriva : la privatisation à gogo ! Entre autres, la SAUR, en embuscade, n'en ratant pas une, mais c'est tellement facile pour elle ! Nos bons élus de "gauche", toujours sur la brèche pour défendre ces chers "services publics", qu'ont-ils fait et que font-ils encore ? Il est intéressant de voir où nous en sommes au niveau de nos communes : toujours public ou privatisé ? A vous de voir. Demandez à vos chers élus de "gauche", qu'est-ce qu'ils en pensent et qu'est-ce qu'ils font réellement ? Tout dernièrement, à Sainte-Feyre, lors de la mise en place d'un nouveau contrat d'affermage pour le service public (!) de l'eau potable, la SAUR se vit reconduite pour 12 ans. Les élus ont certainement



tranché pour le "bien" des citoyens-usagers de la Commune. Ne vous inquiétez pas, vous trouverez toujours un bon élu de "gauche" pour vous expliquer que ce n'est pas grave, que l'on peut déléguer sans aucun problème à une société privée la gestion d'un bien public : vive la "mission de service public"! Grattez un peu derrière tout cela, vous verrez que l'on peut trouver des choses très intéressantes ... et perdre aussi pas mal d'illusions électoralistes. Nous pourrions aussi évoquer le cas de tel élu de "gauche" cherchant à contourner la "loi littoral" pour pouvoir fourguer quelques terrains en bordure du lac de Vassivière à un privé, la bave financière aux coins des lèvres, les discours répétitifs sur les bienfaits de telle ou telle privatisation, ...

Pour parfaire notre "éducation civique", nous pourrions reprendre le problème dans un prochain numéro avec, par exemple, le problème des ordures ménagères. Et à quelle conclusion, croyez-vous que l'on arrivera ?

"service au public": escroquerie sémantique

C'est vrai que nous n'avons guère parlé des élus de "droite". Mais qu'en dire ? Ils font tout simplement leur sale boulot mais ils ont l'"excuse" de le faire salement ! En Creuse, travaillés par leur éminence grise de plus en plus décomposée, les trois pitoyables marionnettes du "Comité de défense des usagers du service au public" n'en finissent pas d'essayer de manipuler les usagers en jouant la carte sémantique : "service public" = "service au public".

Toute personne qui a un minimum de connaissances dans la langue française, comprend que ce n'est pas du tout la même chose. Tout changement sémantique est justifié par des arrière-pensées idéologiques. Et là, on voit tout de suite ce qu'elles sont : ce n'est pas un accès égal pour tous à des services (sens du "service public") mais des services proposés, bien sûr, à ceux qui auront les moyens de se les payer. SALAUDS de PAUVRES ! Ils voudraient pouvoir avoir accès à des services (publics) sans en payer le "véritable" prix. Et puis quoi encore, une petite pièce, peut-être ? Pas besoin de discuter longtemps de la droite, son programme est simple, clair et assez précis.

Francis Laveix

Cacahuètes à volonté !

Qui a dit que le progrès social était inexorable ? Un imbécile ou un naïf, sans doute ! Deux contre-exemples parmi d'autres illustrent bien cette fameuse "lutte des classes" que certains essayent de nous faire passer pour un vieux mythe ne présentant plus aucun intérêt. B'en voyons !

Vous ne voulez pas être délocalisés alors il faut faire un effort : par exemple pour les salariés de Fenwick (Vienne) travailler 37,5 heures au lieu de 35 avec le même salaire, ça va sans dire. La CGT n'ayant rien d'autre à dire que ce fut "sous la contrainte" que les patrons purent leur arracher une signature en bonne et dûe forme. On croit rêver ! Mais il est manifestement toujours possible de faire mieux : chez Bosch France, la direction "envisage de négocier un retour aux 40 heures", autrement c'est la délocalisation en Tchéquie. Un magnifique progrès qui nous ramène un quart de siècle en arrière !

Parfois ce n'est plus la menace mais la délocalisation bien réelle. Mais "bon prince", les directions proposent des reclassements qui ne se refusent pas. En avril, des ouvrières licenciées en Alsace se voient offrir des postes en Roumanie à près de 110 euros mensuels : inespéré ! Dernièrement, c'est encore mieux. Début décembre, des salariés de l'Allier (entreprise Radiatex) reçoivent en même temps que leur lettre de licenciement une proposition de reclassement ... en Malaisie avec un peu moins de 100 euros mensuels et ceci pour 48 heures par semaine avec 10 jours de congés. Les paris restent ouverts, qui dit mieux ?

**SALAUDS DE SALARIÉS,
TOUJOURS À SE PLAINDRE
ET À VOULOIR PLUS !**

4 – La gueule toute verte... et noire

Autosuffisance, décroissance et capitalisme

C'est les pieds bien ancrés dans la terre que nous changerons le monde

Quel est le point de rencontre entre les peuples autochtones, les pays du sud et les pays du nord ? Quelle est la revendication qui se fait jour et qui va globaliser les luttes au niveau mondial ?

C'est la souveraineté alimentaire : le fait que chacun puisse satisfaire ses besoins alimentaires par la production de la région où il réside. Notre alimentation ne peut plus continuer à être tributaire du jeu de monopoly de l'OMC.

L'alimentation est un bien commun de l'humanité qui ne

doit plus dépendre des intérêts privés. Lutter contre l'agriculture productiviste basée sur des échanges d'exportations c'est lutter contre l'énorme gaspillage d'énergie qu'elle entraîne et contre la pollution qu'elle génère. Lutter pour la souveraineté alimentaire c'est promouvoir une décroissance intelligente, c'est vouloir une société autogérée où la définition et la gestion des besoins humains soient le fait des citoyens eux-mêmes et pas des fonds de pension.

En Limousin, 10% seulement de ce que nous consommons est produit dans la région, de nombreuses productions locales sont en voie d'abandon : la production de légumes frais ne couvre que 8% des besoins de la région (surface légumière divisée par 20 en 30 ans), celle des pommes de terre 23%, de même pour les volailles et les céréales.

Le poids des paysans dans la population active est plus important que dans d'autres régions, mais les revenus sont plus faibles. L'évolution est identique à celle des autres régions mais plus lentement. On assiste à l'abandon de la diversité et à une perte des savoir-faire.

Parmi les causes expliquant cette fragilité agricole et alimentaire, il y a la mise en place de la politique agricole commune (PAC). En s'éloignant de sa vocation initiale (souveraineté alimentaire de l'Europe), la PAC a privilégié un modèle d'agriculture productiviste pour renforcer une logique d'exportation.

Pour arrêter cette évolution, il apparaît nécessaire de relocaliser la production et la commercialisation (vente directe, magasin de producteurs...) et de développer d'autres types de productions.

Produisons ce que nous mangeons

Une étude récente, *Vers une démarche écorégionale* d'E. Bailly, se demande quel serait le visage de l'agriculture limousine si elle devait garantir à la région une autosuffisance alimentaire.

Les conclusions sont parlantes : la surface

nécessaire pour faire face aux besoins alimentaires de base de la population limousine serait de 370 000 hectares, soit environ 40% de la surface agricole utile actuelle (885 000 hectares). Il y a 717 000 habitants en Limousin et grosso modo il suffit d'un demi hectare par habitant pour produire ce qu'il mange en un an, y compris les surfaces nécessaires à l'élevage. Cette culture étant définie selon un modèle agrobiologique soucieux de la pérennité des ressources naturelles. Cette démarche permettrait de créer 10000 emplois directement et 24000 indirectement !



Une telle hypothèse remet bien sûr en cause la spécialisation dans l'élevage au bénéfice d'une polyculture redonnant toute leur place aux cultures maraîchères et céréalières. Et si 40% de la surface cultivable suffit pour alimenter la population locale, les 60% qui restent permettraient de produire pour les grands centres urbains qui ne pourront jamais par définition être autosuffisants, et aussi d'échanger pour

compléter la production locale par des produits non cultivables ici : riz, sel, sucre de canne, etc.

Autogérons la terre

Pour la mise en place de cette production agricole autosuffisante, l'étude citée plus haut fait confiance à l'humanisme de nos dirigeants et pose qu'il suffit d'arrondir les angles de l'Organisation Mondiale du Commerce, pour que dans un cadre européen, ce projet devienne réalisable. Pourtant cette hypothèse ne remet pas seulement en cause un modèle de monoculture productiviste, elle remet fondamentalement en cause la propriété privée du sol.

Comment accomplir un tel bouleversement sans une réappropriation collective du foncier ? Si ce sont quelques bureaucrates européens relayés par d'autres bureaucrates régionaux qui définissent ce que doivent produire et consommer les habitants d'une région nous nous retrouvons face à une économie planifiée d'en haut dont le modèle de type soviétique a fait les preuves de son inefficacité.

Par contre si la terre est considérée comme un bien commun, propriété indivisible de tous, et dont l'exploitation est déléguée à certains selon des orientations collectivement débattues on peut espérer arriver à quelque chose de nouveau. Mais cette proposition sent le souffre, on pourrait penser qu'elle remet en cause le système capitaliste !

Hors de l'élevage, point de salut

L'agriculture limousine est spécialisée à 80% en élevage bovin et ovin. La spécialisation a tendance à s'accroître. Les surfaces exploitées sont en herbe et en polyculture pour l'alimentation animale ; la tendance est à l'abandon de cette polyculture.

L'élevage limousin est dépendant des exportations (60% de la production bovine), des importations (céréales, soja pour nourrir le bétail) et des primes octroyées par l'Europe.

Ce sont les veaux qui, vers 8-9 mois, sont exportés pour l'engraissement en Italie. On retrouve ici la même structure d'exploitation que celle subie par les pays du sud : une exportation de matière première à un coût minimum qui est ensuite valorisée ailleurs. C'est l'engraissement qui donne son prix au veau comme c'est la transformation du minerai de fer mauritanien en France qui donne son prix à l'acier.

De plus cet élevage est fragile dans le cadre de la mondialisation. Depuis 2003, la production bovine insuffisante en Europe nécessite des importations du Brésil et de l'Argentine. Ceci entraîne une baisse des prix malgré les coûts dus aux transports qui ne sont pas pris en considération. Le nombre d'agriculteurs diminue et la pression sur le foncier augmente (il est plus facile de trouver 80ha pour s'agrandir que 20 pour s'installer). On assiste de plus en plus à un "surpâturage", les éleveurs sont poussés à augmenter la taille de leurs exploitations et se retrouvent avec plus de bêtes que ne peuvent en nourrir les surfaces dont ils disposent avec comme corollaire une surexploitation des terres, des besoins accrus en importation d'aliments de complément et un glissement de l'élevage extensif vers le semi extensif.

C'est une véritable dérive de la filière bovine.

"La dépendance qui nous lie à la nature est aussi fondamentale que le "contrat social". La conscience révolutionnaire est donc nécessairement à la convergence de la conscience politique et de la conscience écologique. Il s'agit d'accomplir ici une double révolution."
Jean-Pierre Tertrais

Effaçons l'empreinte capitaliste

Si la terre est un bien commun, encore faut-il qu'elle puisse continuer à nous nourrir !

Le modèle d'agriculture productiviste qui nous est imposé est un facteur important de destruction de l'environnement (engrais, pesticides, OGM, et pollution liée aux transports).

Nous sommes aujourd'hui 6,5 milliards sur terre. Nous serons 12 milliards à la fin du siècle. 20% des terriens consomment 80% des ressources. Si nous vivions tous selon *l'américain way of life*, il nous faudrait cinq planètes comme la nôtre. Si nous vivions tous à la française, il nous en faudrait trois. Chaque enfant né dans un pays industrialisé consomme et pollue durant sa vie, trente à cinquante fois plus qu'un enfant d'un pays rural. Depuis 1980, nous consommons plus de ressources que la terre n'en peut reproduire.

L'empreinte écologique mesure la surface requise pour produire notre énergie, nos infrastructures (logements, routes, etc.), nos biens et nos services. L'empreinte écologique globale de l'humanité a quasi doublé au cours des trente-cinq dernières années et dépasse de 20% les capacités biologiques de la Terre.

Et pourtant la croissance est le nouveau dieu auquel tous les régimes, de droite comme de gauche sacrifient, pour des bénéfices à court terme, les emplois, les retraites et le reste, sans avoir la lucidité de se demander si à force d'appauvrir les consommateurs il restera quelqu'un pour acquérir ce qui est produit, et si la terre pourra continuer à produire !

Militer pour l'autosuffisance alimentaire, c'est militer pour la décroissance. C'est ne plus vouloir consommer des tomates en hiver, c'est accepter les saisons, c'est accepter de vivre dans le monde concret et pas dans le monde virtuel des faux besoins que nous vend l'idéologie capitaliste. Puisque le capitalisme ne peut exister sans une croissance continue, alors, qu'il disparaisse !
Patrick Faure

Les assises de la récupération

Des anciens ministres de l'environnement (Corinne Lepage et Yves Cochet), des intellectuels guêtés par la senescence (Albert Jacquard, Edgar Morin), des présidents de ceci ou cela, des députés européens, un philosophe (qui "travaille" à la Cour des Comptes) et même des fonctionnaires ministériels en poste dans le gouvernement de la vile pinte ! Ce n'est pas un inventaire à la Prévert, c'est une liste d'experts qui vont faire escale en Limousin.

En effet les 9 et 10 février ont lieu à Limoges les "Ieres Assises du Limousin" sur le thème "Agriculture écorégionale et souveraineté alimentaire". Sous la houlette de l'association "Intelligence (?) verte" une kyrielle hétéroclite de 27 experts auto proclamés viennent donner aux ploucs une leçon d'écologie, d'agriculture durable et d'écorégionalisation. Avec autant de bavards professionnels et des tables rondes qui ne dureront pas plus d'une heure et demie, on peut être sûr que les problèmes seront traités à fond. Il est vrai que le public n'aura pas la parole, sauf une demie heure en fin de deuxième journée. Il y a aussi une demie heure prévue pour l'expression des "représentants du Limousin". Peut-être quelques élus du Conseil Régional qui finance cette manifestation, mais certainement pas le Forum Social Limousin ou la Confédération Paysanne, qui bien que menant une réflexion alternative sur l'agriculture et la ruralité, se sont désolidarisés de cette mascarade : un vice président d'Attac et un secrétaire national de la Conf' font partie des intervenants, enfin seulement sur le papier et peut-être pour

donner des gages de réflexions alternatives, malheureusement ils n'ont jamais été contactés (voir en encadré la mise au point de la Conf').

Vous commencez à penser que ces "assises" sentent l'arnaque. Vous n'avez pas tort. Tous ces beaux experts ne se déplacent pas gratuitement. Leur impresario "Intelligence verte" est une association écolobobobidon qui, surfant sur la vague écolo bon chic bon genre, vend beaucoup de choses et particulièrement des rencontres de ce type. "Vendre" est le bon terme. Ces assises ne sont pas ouvertes à tout le monde : le droit d'inscription est de 95€ par personne, et de 75€ pour les chômeurs et étudiants (un tarif réduit comme ça, c'est du vrai social). A ce tarif les débats risquent d'être de "haute tenue" et bien dépassionnés : vous connaissez quelqu'un d'accord pour payer une telle somme pour avoir le droit d'ouvrir sa gueule pendant quelques secondes ! Il faut reconnaître que s'ils s'inscrivaient, les chômeurs pourraient manger à leur faim : comble du ridicule deux repas gastronomiques sont inclus dans le programme. Réalisés avec la main d'oeuvre gratuite des lycées hôteliers de Limoges et Tulle (ça s'appelle un partenariat), ces repas doivent générer un bénéfice net pour Intelligence verte de plusieurs milliers d'euros d'après nos calculs. Bref avec 450 participants prévus, soit une recette d'environ 30 000€, on voit que l'écologie ne rime pas toujours avec décroissance. Il est vrai qu'un des sponsors d'Intelligence verte est Carrefour ! On comprend bien quelle écologie au service de quelle société elle peut défendre. P.F.

Mise au point de la Confédération Paysanne (extraits)

Faisant suite à la diffusion d'un programme des "assises du Limousin" je tiens à démentir la participation de la Confédération Paysanne à cette initiative.

Le logo de la Confédération Paysanne a été utilisé sans son autorisation. De même, comme ils me l'ont confirmé par téléphone, ni Guy BESSIN (Secrétaire National de la CP) ni François DUFOUR ne participeront à ce colloque organisé par "Intelligence (?) Verte", ils n'ont jamais donné leur accord !

Ces pratiques de la part des organisateurs (E. BAILLY, Ph. DESBROSSES) desservent finalement les causes qu'ils prétendent défendre.

Issue d'une réflexion menée par différentes associations et militants dans le cadre de l'atelier Agriculture et Ruralité du Forum Social Limousin, l'idée d'Assises de l'Agriculture Limousine avait comme objectif de bâtir avec les acteurs locaux (organisations agricoles, associations, entreprises, Conseil Régional, etc.) une réflexion sur des alternatives crédibles et opérationnelles pour l'agriculture limousine

face aux enjeux environnementaux, à la globalisation de l'économie agricole et à la fuite en avant des politiques agricoles.

La recherche d'une plus grande indépendance alimentaire grâce à une agriculture plus diversifiée, de circuits courts limitant les transports, de systèmes de production plus économes, moins énergivores sont parmi les pistes qu'il était souhaitable d'aborder ensemble sans contrainte de temps mais avec un souci d'ouverture et de dialogue. [...]

La Confédération Paysanne du Limousin avait précisé sa position puis [...] elle s'était retirée de l'organisation de cette manifestation dont l'objectif se réduisait à créer un événement médiatique coûteux, contre-productif, au service d'une initiative politique et sans doute électorale : "Objectif Bio 2007" sans lien avec les acteurs locaux.

Pour la Confédération Paysanne du Limousin, le Porte Parole, Philippe BABAUDOU



Le régime de Vichy frappe encore...

En ces temps sécuritaires de national-sarkozysme, ce Pétain d'Etat nous agresse quotidiennement. Une société se dévoile en particulier à la façon dont elle traite les plus vulnérables, chômeurs, SDF, migrants... mais aussi enfants isolés. A ce sujet, Creuse-Citron a évoqué le cas des enfants réunionnais victimes des aspects « positifs » du colonialisme. Le cas de Jean-Claude, Creusois d'adoption, révèle l'oppression de l'Etat et de ses administrations sur les orphelins de guerre.



Police, Justice, Assistance Publique collaborent...

Les parents de Jean-Claude se sont mariés à la Courneuve en juillet 1937. Deux enfants vont naître, André en juillet 1938 et Jean-Claude en octobre 1939. A cette date, le père est au front. Il sera tué et enterré dans la Marne le 12 juin 1940.

Le 27 février 1941, la police du commissariat d'Aubervilliers débarque chez la mère de Jean-Claude à la Courneuve pour lui arracher ses deux enfants et les déposer à l'Assistance Publique (A.P.) de Paris. A cette occasion, chaque enfant fait l'objet d'un

bulletin de renseignements, monument de manipulation : le gardien de la paix qui dépose les enfants est dit « inspecteur », Jean-Claude est déclaré « enfant naturel, de père inconnu », sa mère est accusée de « se livrer à la prostitution clandestine, négliger ses enfants, lesquels vivent dans un grand état de saleté, mal nourris ». On peut penser que l'accusation de prostitution a été utilisée pour suggérer que Jean-Claude n'est pas de son mari. D'autre part dans le carnet médical qui va suivre Jean-Claude jusqu'à 14 ans, le médecin qui l'examine le 6 mars 1941 le déclare en bonne santé !

Sa mère, alors âgée de vingt ans, va subir diverses pressions au commissariat. Après une proposition de « travail » dans un « BMC » (Bordel Militaire de Campagne) au « service » des troupes d'occupation, on la persuade de partir 6 mois en Allemagne en lui faisant croire qu'elle pourrait y retrouver son mari prisonnier de guerre ! A noter que si le Service du Travail Obligatoire (STO) ne sera organisé légalement qu'à partir de 1942, dès 1941 la propagande allemande s'est efforcée d'attirer de la main d'œuvre. Pour « légaliser » ce vol d'enfants, le Tribunal de Grande Instance de la Seine, dans un jugement du 11 juin 1941, déclare sa mère « déchuée de la puissance paternelle ensemble de tous les droits qui s'y rattachent » et confie ses enfants à l'Assistance Publique. Elle était absente à l'audience, car arrêtée par les Allemands le 21 mars, enfermée plusieurs semaines à la prison de Saint Lazare. A sa sortie, elle se réfugie dans un restaurant arabe où elle travaille dans les cuisines ; elle y restera quatre ans, la police n'y faisant pas de contrôles.

TRAVAIL signifie BMC ou STO.

FAMILLE signifie mari tué et enfants volés.

PATRIE signifie Allemagne.

Matricule 1884

Le bulletin de l'A.P. de février 1941 comporte un numéro de dépôt : 1884 (1883 pour André). Sur le collier qu'il doit porter jusqu'à six ans il sert d'« identité » de pupille de la Seine. Deux lettres sont reçues par l'A.P., une du 20 mars 1941, de sa mère, déclarant s'être « engagée pour 6 mois en Allemagne » et demandant de « placer ses chers petits » chez leur grand-mère ou une nourrice « car ils n'ont été, ni maltraités, ni abandonnés ». Une de sa grand-mère maternelle du 18 avril 1941 se disant « capable d'élever mon petit-fils, ou les deux, si c'est possible, car ils n'ont pas été abandonnés ».

1941. La répression du terrorisme

Perquisitions et arrestations en zone non occupée

VICHY, 11 décembre. — Suivant les instructions du gouvernement sur la répression du terrorisme, les divers services de police et les services de gendarmerie ont procédé hier, en de nombreuses villes, à des perquisitions qui ont permis d'appréhender un nombre important de personnes.

A Montpellier et à Avignon, après de sérieux interrogatoires et des vérifications d'identité, un certain nombre d'individus suspects ont été déferés au parquet pour menées antinationales, tandis que d'autres faisaient l'objet de mesures d'internement administratif.

A Toulon, la police s'est livrée à une vaste et fructueuse épuration dans les milieux juifs et interlopes de la ville. De nombreuses arrestations ont été opérées.

A Nice, dans la journée d'hier, il a été procédé à 207 perquisitions et à des rafles massives au cours desquelles il a été effectué 3.898 interpellations et vérifications d'identité ainsi que de très nombreuses arrestations, dont 211 ont été maintenues.

En vain, puisque sans attendre le jugement du 11 juin, les enfants ont été envoyés dès le 6 mars à Toucy dans

Etre GOUVERNE, c'est être : gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, régleménté, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu... Etre GOUVERNE, c'est être, à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte,

réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale ! Et dire qu'il y a parmi nous des démocrates qui prétendent que le gouvernement a du bon ; des socialistes qui soutiennent, au nom de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité, cette ignominie ; des prolétaires qui posent leur candidature à la présidence de la République ! Hypocrisie !...

Pierre Joseph Proudhon, *Idée générale de la révolution*, 1851

l'Yonne sous la responsabilité du directeur de l'agence locale dépendant de l'A.P. de la Seine...

« Il était à la botte des Allemands, il avait droit de vie et de mort sur nous ce salopard... Les placements étaient calculés par les services secrets allemands ; les parents nourriciers étaient pétainistes et rendaient compte à l'inspecteur tous les mois s'il y avait des résistants ou des parachutés aperçus par les enfants ; une fois, j'ai vu une tente en lisière de bois et j'en ai parlé : quelques jours après les camions allemands les ont ramassés... Nous étions mal nourris, il fallait compléter avec ce qu'on trouvait dans les champs, les bois ... A la Libération rien n'a changé pour nous, on était maltraités, en mauvais état ... En octobre 1947, ils ont décidé de m'envoyer dans un Institut médico-pédagogique près d'Angoulême ; j'y suis resté six ans, enfermé entre des murs et des grilles de 4 mètres de haut ... On était trois cents enfants, on n'avait pas de livres, on apprenait par cœur sans comprendre, on faisait plus de travail manuel que d'éducation : faire les lits, les parquets à la paille de fer, nettoyer les salles de cours, le préau... En 1953 je quitte l'IMP pratiquement illettré et je suis renvoyé dans l'Yonne ... A partir de 1954, ayant plus de quatorze ans, j'ai été placé au service de propriétaires qui profitaient de moi 24 heures sur 24 ».

Le père de Jean-Claude ayant enfin été déclaré « Mort pour la France » ses enfants sont reconnus Pupilles de la Nation en octobre 1955 et remis, jusqu'à leur majorité, entre les mains du ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre. Leur matricule va changer : 260721 et 26072 ; eux resteront domestiques de ferme dans l'Yonne...

Construire une identité

Voulant échapper à l'exploitation, à 18 ans Jean-Claude suit une formation professionnelle accélérée puis s'installe à Poissy et trouve un emploi chez SIMCA : « Sur les chaînes de montage tu travailles, tu subis, tu peux pas dire non, mais t'es pas SDF ». Il suit des cours du soir pour apprendre à lire et à écrire.

Par hasard, il découvre l'adresse de sa mère dans son livret militaire reçu en 1963 : « Voulant renouer des liens familiaux, je pris contact avec ma mère, mais je ne compris pas ce qu'elle me racontait puisque l'Etat me paraissait quelque chose d'irréprochable et de juste : je croyais l'Assistance Publique. qui nous avait dit que nos parents nous avaient abandonnés ». Cependant, il décide de rechercher des documents pour reconstituer la réalité : « J'ai envoyé plus de trois cent cinquante lettres recommandées, j'en collais dans la rue, le métro, les cabines téléphoniques ; j'ai porté plainte contre l'administration à Versailles ». Faut-il vraiment éclairer une période glauque de notre Histoire ? Auprès de ministères, mairies, administrations, il rencontre souvent mauvaise foi et inertie (il existe des prescriptions de cent vingt ans, où les documents ne sont consultables que par l'intéressé lui-même... après cent vingt ans ? !) : « Vous vous trouviez en danger auprès de votre mère qui vivait séparée de votre père depuis plusieurs années » (DASS, 1983). Père déclaré « célibataire » (succession de sa grand-mère paternelle 1960) etc.... ! En demandant un acte de naissance de sa mère, il apprend qu'elle est décédée le 12 avril 1984... Suite à ce désordre administratif, la plupart des biens familiaux sont passés sous silence et l'Etat a déshérité les enfants.

Après des années d'interventions, il a réussi à faire corriger les erreurs figurant dans les registres d'état civil et à faire inscrire son père sur un monument aux morts. Il est devenu spécialiste des [dits] fonctionnements de l'appareil de l'Etat.

Etat d'hier, Etat de toujours

Le combat de Jean-Claude lui permet de comprendre des réalités que beaucoup préfèrent ignorer : « La guerre, c'est pas le peuple qui la réclame, c'est l'Etat, la politique... En 1941, on ne fait plus la guerre à l'ennemi, mais contre la population ... Ils peuvent juger quelqu'un en trois semaines, il leur faut des années pour réparer... quand on sera tous morts ? Les collaborateurs ont été moins sanctionnés que les orphelins de guerre. ... Ces messieurs de l'A.P. ont bien œuvré car plus le peuple est illettré, plus il est facile à gouverner... Je me suis dit : je n'irai pas voter. Est-ce que les politiques savent ce qu'est un orphelin de guerre de la DASS ? ... »

Récemment, une association nationale s'est créée pour regrouper les Pupilles de la Nation et défendre leurs intérêts ; elle a une représentation en Creuse. Il est encore temps de combattre les séquelles des maléfices vichyssois, mais aussi urgent de s'opposer activement aux tentatives actuelles d'en faire revivre divers aspects.

Elan Noir

Les citations sont issues de discussions avec Jean-Claude ou de documents de l'épais dossier qu'il a constitué. Au delà de cet article, il y a matière à travail pour un historien de cette période.

Si certains se trouvent dans une situation analogue, ils peuvent prendre contact avec pichoune37@tiscali.fr.

Enfances brisées

« Il n'est pas rare que les pupilles soient placés dans la famille ou l'institution qui demande le moins de pension à l'Etat, dans la plus pure tradition de la mise aux enchères des enfants. En compensation, l'enfant doit travailler très dur. Ces « vauriens » sont alors soumis au travail excessif, parfois au détriment d'une scolarisation normale, et à une discipline extrême. Les maltraitances sont fréquentes

et régulières, d'autant qu'une sorte d'omerta règne dans le voisinage. Et si l'enfant dénonce, on ne le croit pas car aux yeux de tous, ces enfants sont porteurs d'une faute.

Lors de leur majorité, après des années de dénigrement, de maltraitances, que deviennent ces enfants à qui l'on a volé l'identité ? La logique économique les pousse rapidement vers le travail : il faut qu'ils soient productifs, pour soulager cet Etat qui les a soutenus durant des années. Ils deviennent boniche ou valet de ferme et très

peu d'entre eux ont accès aux études supérieures. La vie les a marqués au fer rouge et ne leur laisse que peu de perspectives d'avenir. »

Extraits du résumé d'un film documentaire passé à la télévision le 6 janvier 2005. Ce média dédié au décervelage se déciderait-il à nous informer réellement ? Hélas il s'agit de l'émission « Temps Présent » de la Télévision Suisse Romande sur les orphelinats en Suisse

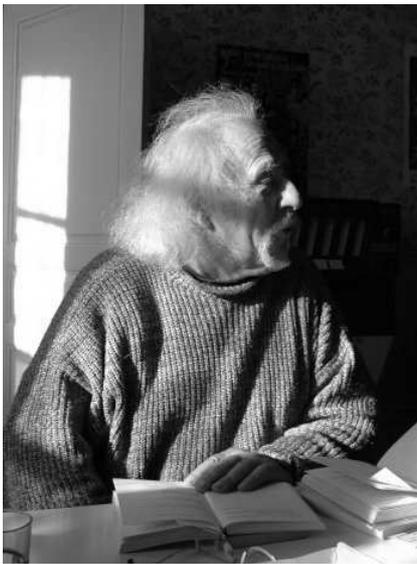
8 – Mauvaises fréquentations

Entretien avec un musicien des mots : René Bourdet

Derrière son orgue de Barbarie, échevelé, écorché vif, révolté, René Bourdet a la voix claire et passionnée, car il vit dans la poésie, le théâtre, l'art. Initiateur du Centre Culturel de la Spouze sous Gouzon, où il habite et prépare, depuis 2000, ses « Jardins-Jeudis », ses spectacles et différentes expositions, René édite également son « Oeil de Fennec », (à découvrir encarté dans les pages centrales) périodique de poésie à tout petit tirage et d'une grande humanité.

Creuse-Citron : *Qui êtes-vous René Bourdet ?*

René Bourdet : Un homme comme les autres, mon truc c'est la poésie... on en crève, mais ... j'aime regarder les arbres, tailler quelques ronces, observer, écrire.



On pourrait parler des poètes de la révolte, les poètes contre.

Ils sont tous contre ! (rire) les bons sont contre ... à part Paul Claudel et son éloge de la baïonnette qui allait transpercer le "boche" d'en face ! Trois siècles avant J-C - tu sais qui c'est J-C ? (rire) - le poète grec Aristophane dénonçait la guerre avec « Lysistrata » : il avait imaginé les femmes dans la grève de l'amour ! Ce fut une des premières grèves : les femmes en avaient marre de voir leur mari se faire « trucider » et « trucider » les autres.

Il y a eu, en Occident, au Moyen Age, les troubadours qui ont prôné l'émancipation de la femme, comme Peire Cardenal.

On le voit dans le très beau film de Carné avec Arletty et Alain Cuny « les Visiteurs du soir ». La contestation venait surtout du fait d'une très grande misère, de souffrances inouïes. Mais il n'y avait guère que ceux qui savaient lire et écrire la poésie et qui écoutaient le peuple : c'étaient des curés, des lettrés, des clercs. A l'époque, il n'y avait pas d'autre moyen d'accès à la culture.

Crois-tu que les poètes ont été contestataires dans toutes les époques ? au 17 et 18ème siècle, il y a eu un silence...

Ce n'est pas un silence ! Au 17ème siècle, il

y en a eu qui ont été écartelés, conduits au bûcher pour avoir simplement dénoncé les excès de la religion. Ces poètes sont souvent tombés dans l'oubli. Il y a eu Théophile de Viau, très grand poète, qui a été condamné à mort pour athéisme, sauvé in extremis... mais brûlé en effigie !

Oui, mais il n'est pas connu pour être contestataire.

Qu'est-ce que c'est que d'être contestataire ? Il fallait un courage extraordinaire pour mettre en cause les dogmes de la religion, pour tenir tête à un certain Cardinal de Richelieu ! Par contre, sous Napoléon, la littérature n'a rien donné tellement la société était verrouillée. Il y a eu Madame de Staël, qui critiquait Bonaparte, mais avec une vision réactionnaire.

Qu'est-ce qui s'est passé au moment du Romantisme ?

C'était un mouvement bourgeois. Le seul intérêt c'est que Victor Hugo, qui était royaliste, Pair de France, termine enveloppé dans le drapeau de la République !

En période de « poigne de fer » d'un gouvernement, il y a des gens qui se soulèvent, c'est là qu'ils sont les plus nombreux. Au début du 20ème siècle, lors de la révolution industrielle, les écrits de certains poètes ont été très forts et pourtant il y avait un muselage des faits et gestes qui était énorme. Gaston Couté a dénoncé, le premier, l'essor du capitalisme. En 1914, Jacques Vaché a écrit des textes antimilitaristes. Et après le dadaïsme, le surréalisme ensuite...

Est-ce que ce n'est pas l'intérêt du pouvoir de laisser se diffuser ces écrits là, comme on laisse une soupape de sécurité ? Comme il laissait G.Couté se produire dans les cabarets de Montmartre où il n'était d'ailleurs pas le seul : il y avait Bruant à ses débuts, Rodolphe Salis, des gens qui pouvaient s'exprimer contre le pouvoir en place que cela ne gênait pas tellement. Tant qu'on ne touche pas à la propriété, ce n'est pas très grave de s'en prendre, en paroles, à la Banque, à la « bonne société ».

Quant au dadaïsme, c'était une révolte contre l'immense boucherie qu'a été la guerre de 14/18. Ces millions de jeunes qui sont revenus blessés, esquintés pour toujours, gazés, brisés... aussi bien chez les alliés, que dans l'empire allemand. On a décrété, du jour au lendemain, que des gens qui avaient des amitiés, étudiaient dans les

mêmes lycées, les mêmes collèges, pouvaient s'entretenir ! Malheureusement l'Internationale socialiste a été incapable d'arrêter la guerre. C'est de là qu'est né ce mouvement de révolte qui s'est traduit par le dadaïsme et le surréalisme dans toute l'Europe puisque Dada est né à Zurich, Tristan Tzara était roumain, Max Ernst allemand, Breton, Aragon, Eluard, Philippe Soupault français... La presse de l'époque ne donnait pas cher de ces trublions, c'était de tout petits groupes représentant une minorité agissante sans intérêt, qu'il était de bon ton de laisser s'exprimer, voire même de lui laisser faire des procès, comme celui de Barrès !

Revenons à Gaston Couté. Il n'est pas en contradiction avec les poètes du peuple parce qu'il a le langage accessible immédiatement.

Je chante les chansons de Couté, que j'ai découvert très tard, il a le langage mais aussi le contact. Il faisait le chemin de Paris à Orléans à pied, car il était très pauvre. Il a pu écrire, durant ses longs trajets, les « Mangeux d'terre » : il constatait, de visu, qu'on volait les chemins, comme en Creuse aujourd'hui où des propriétaires veulent acheter à une commune des chemins qui appartiennent à tout le monde. On raconte que, n'ayant pas de quoi se payer l'hôtel, Couté allait directement à la gendarmerie où il chantait ses chansons devant les gendarmes du village qui y prenaient, eux aussi, un certain plaisir... gourmand (rire).

Le comportement poète de Couté, est très différent de celui de Bertolt Brecht que tu affectionnes. Chez ce dernier, on sent une cassure, une coupure avec le reste du monde : il sait, il dénonce, mais il n'est pas accessible.

On s'est évertué à ne pas le rendre accessible ! Brecht s'est fait connaître du monde entier par le théâtre, mais c'est un théâtre qui est fait pour être joué, pour être mis en scène, pas pour être lu. J'ai vu à Nanterre, dans les années 70, la pièce « la Mère » adaptée de Gorki, jouée par la troupe du « Berliner Ensemble » dont il avait été le directeur. Depuis, il était mort, c'était Hélène Weigel, sa veuve, qui interprétait la mère. C'était accessible à tout le monde. Je n'ai pas compris un mot puisque c'était en allemand, mais en regardant la mise en scène, les costumes, le jeu des acteurs, tu avais la même émotion que si tu avais

compris le texte. C'est ça le théâtre ! La mise en scène éclaire le spectacle : l'acteur est à la fois acteur et personnage, c'est l'effet de distanciation. Selon les acteurs, il y a une lecture différente, avec des voix, des visages, des corps différents... tout en respectant le texte.

Mais Brecht a eu un passé sombre, une période trouble, c'était un stalinien ?

A mon avis, il n'a pas été stalinien. Il a été chassé de l'Allemagne par Hitler, tous ses biens ont été saisis, ses livres brûlés par le III^{ème} Reich. Il était plus proche des sociaux-démocrates que des communistes. Il est allé en Suède, berceau de la Social-démocratie, mais les Suédois, voulant rester neutres, l'ont expédié au Danemark. De là, il est allé en Finlande puis aux Etats-Unis. Les Américains savaient très bien qu'il n'était pas membre du Parti Communiste ni d'aucun parti. Il a travaillé sur des scénarios à Hollywood. Ses premières pièces ont été montées à New York. Il s'est associé avec des musiciens anti-fascistes comme Kurt Weill, avec le metteur en scène allemand Hans Eisler qui l'ont rejoint aux Etats-Unis. A la fin de la guerre, il a refusé de retourner en Allemagne, écarté par ce qui s'était passé dans son pays (il avait compris que les anciens nazis passeraient entre les mailles du filet), il s'installa en Suisse. Après, il revient en Allemagne de l'Est où il devient le directeur de la plus grande scène de théâtre, le « Berliner Ensemble », qui se trouve en zone soviétique, associé au metteur en scène suisse Beno Besson, passé lui aussi en R.D.A. Pendant une dizaine d'années c'est la « lune de miel » dans la mesure où il avait une renommée internationale : ses pièces étaient jouées dans le monde entier. Ce qui est certain c'est que, dans les dernières années de sa vie, il a été extrêmement critiqué vis-à-vis du régime soviétique.

Tu as offert, aux lecteurs de Creuse-Citron, une revisitation de l'œuvre de Brecht.

Peut-être que ceux qui l'ont traduit sont de bonne foi, mais selon la traduction, ça peut perdre de sa nature poétique, de son impact politique. Brecht, c'est comme chacun de nous, c'est un cheminement. Il est issu d'un milieu petit-bourgeois, fait des études de médecine, à 18 ans on l'envoie sur le front ramasser les morts allemands. A cet âge, on ne revient pas indemne de ces expériences. A la fin de la guerre, il se retrouve aux côtés de tous les opposants qui contestent le régime en place. A ce moment là, il est vraiment libertaire. Dans une de ses pièces « Tambours dans la nuit », il démonte la société telle qu'elle est. A-t-il été communiste, au sens « brejnévien » du terme ? Ça m'étonnerait ! Il pose des

questions simples comme : « Que demande un ouvrier qui lit ? Qui a construit Thèbes aux sept portes ? Et Babylone, plusieurs fois détruite... Dans les livres, on donne le nom des rois, mais les rois ont-ils traîné les blocs de pierre ? Rome est pleine d'arcs de triomphe. Qui les érigea ? Quand la muraille de Chine fut terminée, où s'en allèrent les maçons ? » Peut-être faudrait-il un apprentissage de la lecture de Brecht !

Mais Brecht n'est pas un auteur prolétarien !

Victor Hugo non plus ! Dans un autre livre, Brecht parle de la théâtralité des hommes politiques : il explique que toute la politique des grands de ce monde est un immense théâtre. Il raconte les rencontres d'Hitler et de Mussolini – que Charlie Chaplin a très bien su illustrer dans « le Dictateur ». Alors que Mussolini s'exhibe volontiers en maçon, cultivateur, chauffeur ou esclave, Hitler affectionne l'attitude du petit bourgeois qui inspecte. Tandis que Mussolini, affairé et empressé, lui montre ses grands travaux, ses belles réalisations, le « peintre en bâtiment » [comme le baptise Brecht dans son théâtre] joue l'homme d'affaires en voyage qui serait aussi un fin connaisseur de l'architecture, de l'art antique, de la vraie musique allemande.

Peut-être est-il précurseur des situationnistes s'il fait l'analyse de la politique comme un spectacle ?

Déjà Molière avait compris que Louis XIV était un immense comédien puisqu'il le faisait jouer dans ses propres ballets. Richelieu qui s'habillait de pourpre pour écraser le Roi qui était en gris. N'était-ce pas du théâtre ? Un autre texte sur un condamné à mort, en Allemagne, pour raisons politiques : « Quand il se rendit à l'échafaud... qu'avait bâti des gens comme lui, et la hache aussi qui maintenant l'attendait, avait été faite par des gens comme lui... ils n'avaient fait que partir... ou bien ils avaient été chassés et pourtant ils étaient là, présents dans l'œuvre de leurs mains. Il n'est pas jusqu'à la lumière, dans les couloirs qu'il emprunta pour aller à la mort, qui ne soit leur œuvre... Pourquoi lui fallait-il donc être seul alors qu'il a parlé au nom de tant de gens ? Pour la raison suivante : les oppresseurs se groupent tandis que les opprimés sont désunis ». N'est-ce pas d'une simplicité, d'une clarté absolue ? Il faut avoir la volonté de le lire. Brecht est inépuisable ! J'ai adapté et lu des textes devant des jeunes. Sa leçon est extraordinaire, c'est celui qui a le plus utilisé du bistouri pour savoir comment était faite la société.

On a l'impression que c'est en période de

conflits que le poète commence à être apprécié...

La poésie tourne sur elle-même, c'est le « moi je », en ce moment c'est le « novlangue », c'est-à-dire qu'on écrit des choses que personne ne comprend. Je reçois des revues comme « La Cigogne » – de Belgique – très engagée dans le combat alter-mondialiste, très critique par ce qui se passe dans le giron de Bruxelles, qui tire à trois cents exemplaires, dans laquelle mes poèmes sont repris, comme dans la revue suisse « Axo-lotl » mot mexicain aztèque. Les poètes se sentent frustrés, d'accord, mais la plupart ne font pas beaucoup d'efforts pour sortir d'un petit noyau. Il y a cependant quelques confréries de la poésie qui font dans des cafés-théâtres ou bistrotts à Vierzon, à Bourges, mais je ne vois pas la même chose en Limousin. Le problème c'est que les gens ne s'acceptent pas les uns les autres, il y a beaucoup de chapelles. L'état de poésie est donné à tout le monde mais chacun l'exprime différemment, par le cinéma, la peinture, la photo, la musique, l'architecture - il y a de très belles maisons qui sont le fait de poètes.

Concluons en laissant la parole à Bertolt Brecht :

"Vu l'incertitude de la conjoncture, beaucoup préfèrent dire la vérité, ignorant quel en est le danger".



Graffiti romain des premiers temps du christianisme. On représente déjà Jésus sur la croix affublé d'une tête d'âne avec ce commentaire : "Alémanos (le croyant) adore dieu"...

Image et commentaire tirés de *A bas la calotte !* de G Doizy et J-B Lalaux aux éditions Alternatives.

Comment penser librement à l'ombre d'une chapelle ?

10 - Mémoire au poing

La loi de 1905

La loi de 1905, dite de séparation de l'Eglise et de l'Etat, n'est pas pour les anarchistes, une avancée dans la destruction du fait religieux ainsi que l'ont rabâché tous les laïcs à l'occasion du centenaire de sa promulgation. C'est au mieux une loi de conciliation.

A l'origine, les partisans de la laïcité, donc de la séparation des affaires religieuses et politiques, se divisaient en deux camps qui s'affrontaient en argumentant à qui mieux-mieux sur les bancs de la Chambre. Les uns rêvaient d'éradiquer la religion chrétienne, omniprésente ; les autres, tels Jean Jaurès et Aristide Briant, qui ont fini par l'emporter, désiraient simplement affirmer la neutralité religieuse de l'Etat et garantir la liberté de conscience conformément à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

Une loi de conciliation donc, qui nous hérisse. En effet, si les évêques, prêtres et pasteurs ne sont plus, enfin, rémunérés par l'Etat, celui-ci prend en charge, avec l'argent public, l'entretien des centaines de lieux culturels, de la petite chapelle à la cathédrale, qui sont désormais sa propriété. Signalons qu'en Alsace et en Moselle, où l'enseignement religieux est obligatoire, les représentants des cultes ont toujours un

traitement et un statut de fonctionnaire, car les évêques sont nommés par le ministre de l'intérieur, lui-même ministre des cultes !

Une loi de conciliation, qui, en autorisant la sonnerie des cloches, permet à l'Eglise de rappeler de force son existence jusque dans les oreilles des athées, voire celles des musulmans, non pris en compte par cette loi, mais qui voient d'un bon œil la proposition de certains politiques de financer la construction de mosquées à la place d'

organisations islamistes très actives.

Une loi de conciliation, qui autorise l'absence, à l'école ou sur le lieu de travail, en raison de fête religieuse, pour les orthodoxes, les musulmans, les juifs et les bouddhistes. L'Eglise catholique et romaine n'est pas en reste. Rappelons que l'Ascension, les lundis de Pâques et de Pentecôte, l'Assomption au 15 Août, fêtes chrétiennes inscrites sur les calendriers, sont des jours chômés officiellement. Il est consternant, à ce propos, que les « laïcs républicains », « radicaux » compris, surtout dans la fonction publique, ne soient pas incommodés outre mesure par ces effluves religieuses.

Une loi de conciliation enfin, puisque l'Etat reçoit sans vergogne des représentants notoirement reconnus sectaires (CF article ci-dessous) et que des ministres dans l'exercice de leur fonction s'affichent aux basques de religieux ou déclarent publiquement être catholique.

Regrettons donc que cette loi de séparation n'ait pas été celle de la destruction de l'Eglise et de l'Etat, étant bien entendu que toute loi elle-même est à détruire.

Alain Pie .



La dette des témoins de Jéhovah

Après les commémorations du centenaire de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, n'est-il pas urgent d'inclure le mot secte dans ce texte ? En effet, on connaissait déjà les amitiés particulières de l'agité du Karcher envers la scientologie, puisqu'il a reçu en grande pompe Tom Cruise, le représentant officiel de cette secte, au sujet d'un redressement fiscal. Le lobbying pseudo-religieux continue à sévir.

Depuis plusieurs années la secte des Témoins de Jéhovah doit de l'argent à l'Etat mais refuse de payer sa dette. Lors du vote du budget 2006, le 19 septembre 2005, à l'Assemblée Nationale, les députés ont adopté un amendement mettant en demeure les

"Témoins de Jéhovah" de régler leur dette s'élevant à... 45 339 000 Euros. Pour récupérer à cette somme, les services fiscaux n'ont pas fait preuve de leur habituelle réactivité pour saisir maison, terrain, voiture et compte bancaire, comme ils le font avec les contribuables et certains syndicats alternatifs, tels que la Confédération Paysanne.

D'où vient cette différence de traitement ? Cette secte aurait-elle aussi, au sein du gouvernement, des amitiés qui lui permettraient de se mettre hors la loi ? Nous devons interroger les élus sur le suivi de cette affaire ! Pour mémoire, l'Etat n'a pas d'argent pour les minimas sociaux.

Patrick L.

Henri Nanot (suite à l'article de Creuse-Citron 6)

Suite à l'article sur le livre de René Rougerie (« Henri Nanot, un amour fou de liberté ») publié dans le numéro précédent de CREUSE-CITRON, nous avons eu l'extrême plaisir de recevoir un courrier... du fils d'Henri Nanot avec un exemplaire de la revue *Peuple*, publiée par son père!

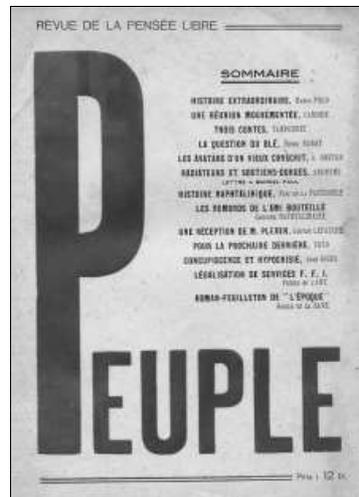
Au-delà de la surprise, c'est une grande émotion qui envahit les gens du journal. Connaissant et ressentant profondément les injustices mortelles qui touchèrent son père, nous ne pouvions qu'être atteints par cette "piqûre de rappel historique".

Les libertaires souvent victimes de ce genre d'« aléas politiques » sont, sans doute, plus sensibles que d'autres à de tels événements.

Ne comptons pas sur l'Histoire pour rétablir une vérité, somme toute, insignifiante aux yeux des dominants.

L'Histoire est faite par les vainqueurs pour glorifier quelques « chefs » sans importance et pour apprendre aux vaincus la soumission que l'on attend d'eux ! Mais la "mémoire des vaincus" est difficile à effacer, les luttes de ces femmes et de ces hommes restent liées à un réflexe de résistance et de révolte qui ne peut être éteint comme on souffle sur une flamme vacillante.

Les tortures physiques et morales infligées à Henri Nanot resteront dans la mémoire des « insoumis » comme un crime inqualifiable qui continuera d'alimenter leur révolte et leur lutte.



Couverture de la revue PEUPLE animée par Henri Nanot

29 octobre 2005 : VEILLEE à GENTIOUX avec ARMAND GATTI

« Retour aux mille sources » extraits d'un article à paraître dans la lettre du Cercle Gramsci

Depuis quelques temps déjà, Armand Gatti revient à la Montagne limousine, sur le plateau de Millevaches. Cet été 2005 encore, en début juillet, Gatti est venu, d'un saut, quelques heures à Tarnac rencontrer et sentir vibrer en lui la vie et la verticalité de « ses morts », de ses arbres... [...]

Automne 2005 [...] l'idée vint alors de proposer à Gatti une lecture publique sur le plateau de Millevaches. [...]

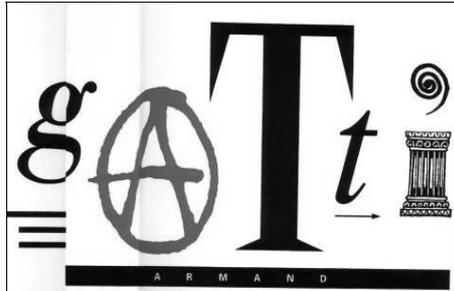
Nous sommes le 29 octobre, Guingouin est mort depuis quelques heures. Gatti l'apprends sur le quai de la gare des Bénédictins ; une émotion intense et discrète l'étreint. Mais nous prenons la route pour Gentioux, et voici la salle des fêtes où la "lecture"-repas auberge espagnole-veillée avec Gatti a été soigneusement arrangée par nos camarades du Plateau.

Nous étions près de cent ce soir là pour un moment extraordinaire. Il fut question, pêle-mêle, de la Résistance, de Georges Guingouin/Raoul, de la Chine de la Longue Marche, de physique quantique... Gatti nous conta des malheurs que nous ne soupçonnions pas en nous : la violence et la séparation qui nous habite à cause de nos représentations du monde fondées sur une « connerie grecque », la géométrie d'Euclide. Celle qui a inventé par commodité la droite (et la gauche !), cette figuration qui lacère comme un coup de couteau mais ne correspond à rien de vrai, de vivant : où est la courbure, alors !

Il est donc des représentations – des idéologies- qui mutilent en voulant à elles seules capturer le monde en totalité, à en réduire les dimensions, à en inscrire des limites au moyen d'axiomes. Elles s'appellent la géométrie, l'économie, la technoscience, la religion, les sigles ... et coupent les humains de la (leur) nature, de l'Univers. Alors, attention ! *Au commencement était le verbe* et dans les sociétés humaines les paroles font révolution ou enfermement, selon leur caractère.

Car il est d'autres conceptions et cultures - avec leurs langages - issues de pratiques,

plus concrètes (la récolte, les saisons...), plus imaginatives, plus relatives et faisant passerelle avec la nature, l'univers, qui nous permettent d'entretenir d'autres relations avec le temps, l'énergie, l'espace, soi-même, les autres... Gatti nous invite à les chercher, à les découvrir, à les apprendre, à les croiser, à traverser leurs langages. Il nous en envoie, à la volée, quelques belles illustrations. Ce sont : les groupes – mathématiques- d'Evariste Galois, l'art des jardins zen ; les idéogrammes ; le cinquième point cardinal chinois – le milieu ; « la rencontre à un moment donné d'éléments sonores et rythmés, donc la notion de musicalité telle que l'entendait Mallarmé » ; la physique quantique (« les incertitudes d'Heisenberg, ce qui me paraît capital au sort du monde »)...



Puis d'un coup, après de longues digressions dont le secret est d'enrichir son discours sans jamais en perdre le fil, le poète nous invite à une ré(in)surrection passionnée de Roger Rouxel : Roger, son double, jeune résistant Lyonnais du groupe Manouchian, fusillé, lui, à dix-neuf ans, dont la dernière lettre, à Mathilde, est une lettre d'amour admirée par Thomas Mann. [...]

Enfin Gatti va nous lire/ré-citer une grappe de poèmes, fruit d'une création collective populaire réalisée avec des groupes de gens à Bourgoin-Jallieu près de Lyon.

A Bourgoin, Gatti a colporté l'idée du retour de Roger Rouxel, entraînant avec lui dans cette envie créatrice un groupe d'ouvriers occupant leur usine, des écoliers, des paysans, des lycéens, des professeurs..

Il reprenait la « technique du porte à porte » expérimentée auparavant, dans trois quartiers périphériques de Berlin, auprès d'habitants avec lesquelles il redonna vie, à travers une création théâtrale « Rosa collective », à un de ses personnages emblématiques : Rosa Luxembourg. [...]

Hélène Châtelain intervient à son tour. Elle nous dit que (pour elle et Gatti) l'idée de revenir ici, en Limousin, sur le plateau de Millevaches, datait d'environ 10 ans, alors qu'ils étaient venus monter dans la région la pièce de Gatti « *L'Enfant Rat* » et avaient fait déjà à Tulle et à Limoges de belles rencontres.

« *Il fallait revenir ici, [nous confie-elle], au 'trou de la Berbeyrolle', pour retrouver 'la conjugaison des mots de la Résistance' que la pratique à répétition des commémorations a pétrifiée.*

Pour cela nous avons le très profond désir de fonder ici un lieu de rencontres, d'échanges, de pensée, de création, de partage : un espace naturellement en lien avec les thèmes et questions qui fécondent l'écriture de Gatti, en particulier aujourd'hui.

Bien entendu, ce projet ne peut exister que s'il s'appuie sur les désirs et la volonté des gens qui travaillent ici depuis des années, dans cet 'espèce d'humus historique' si particulier que nous cherchons à comprendre ».

Avant d'aborder un repas commun émaillé de mille discussions, dont les éléments apportés par chacun avaient été disposés sur une grande table, Gatti nous raconte l'histoire des Femmes en noir de Tarnac. Il s'agit pour lui d'un des plus grands moments de la Résistance. [...]

Pour découvrir le parcours inouï de la vie d'Armand Gatti, lire notamment : Armand Gatti Poète de Marc Kravetz, éditions Jean Michel Place 2003. Ce livre peut être emprunté gratuitement au Cercle Gramsci ; en faire la demande au 31 rue du Clos Ste Marie 87000 Limoges.

Deux rendez-vous pour toutes les personnes intéressées à prolonger la venue de Gatti cet automne par divers projets artistiques (ou autres) à définir.

Une rencontre en Limousin à Eymoutiers (87) le samedi 4 février 2006 à partir de 15 heures à la librairie du PASSE-TEMPS. Nous pourrions faire le point sur les suites de "l'aventure Gatti" après la lecture du mois d'octobre à Gentioux. Nous pourrions aussi confronter nos envies, nos idées, nos désirs et, peut-être, poser les premiers jalons pour un projet (ou plusieurs) bien concret.

Une première "auto-école" à Ligoure (prés de Limoges) le week-end des 11 et 12 mars intitulée "Itinéraire, combats et écritures d'Armand Gatti" qui nous permettra d'entrer dans

l'œuvre de Gatti par la porte "Rosa collective" (Il donne une importance particulière à Rosa Luxembourg dans son travail) ainsi que par "l'Opéra au titre long".

Par la suite, une deuxième "auto-école" pourra avoir lieu, plus spécialement axée sur le travail actuel de Gatti avec la physique quantique et ses incertitudes.

A lire absolument : le livre-entretien de Claude Faber : "Armand Gatti, la poésie de l'étoile" aux éditions Descartes et compagnie.

Contacts :

Francis JUCHEREAU 05 55 31 23 07 fjucher@club-internet.fr

Francis LAVEIX 05 55 64 73 17 francis.laveix@laposte.net

12 – Capitalisme à la poubelle

I had a nightmare.... J'ai fait un cauchemar...

J'ai fait un rêve. Des murs couronnés de barbelés couraient sur des centaines, des milliers de kilomètres, semés de miradors, fermant un espace prospère. À l'extérieur de ces murs, on entendait des bruits de coups, de grattements, des cris de rage, des plaintes. En tendant l'oreille on pouvait déceler une phrase répétitive chuchotée, hurlée ou pleurée par des voix innombrables :

-Laissez-moi entrer, j'ai faim. Laissez-moi entrer, j'ai faim...

Et de ce côté-ci du mur, à l'intérieur, on n'était pas nombreux, quelques-uns seulement, très dispersés, à murmurer entre nos dents :

-Laissez-moi sortir, j'ai honte.

Evidemment je ne me suis pas réveillée. J'ai les yeux ouverts et ce putain de rêve n'en finit pas de perdre ses couleurs pour finir dans un camaïeu où on peut discerner toutes les nuances de la merde.

Les rêves sont trompeurs : l'espace Shengen n'est pas fermé, seulement pourvu de filtres qui ont tout du laminoir. Le but n'a jamais été d'empêcher les non-Européens d'entrer, ni de les faire sortir jusqu'au dernier. Le but est de les fragiliser au point de leur faire accepter sans moufter des conditions de vie et de boulot dont nos aïeux ont mis un siècle à se débarrasser, au prix de luttes acharnées et de nombreuses morts.

La guerre des classes n'est pas une théorie mais un fait

Dans ce monde, on meurt plus au boulot que de maladie, de guerre, d'accidents de bagnole. Selon la dernière enquête du BIT, le travail fait 2,2 millions de morts par an en ce début de siècle. Suivant les évaluations du même organisme, il en faisait 1,1 millions entre 1994 et 1998. Grâce à la mondialisation et ses zones spéciales de production, où bossent 42 millions de travailleurs, principalement des femmes et un nombre non évalué d'enfants, placés par les impératifs de la compétition dans des zones de non-droit absolu, grâce au recours effréné à la sous-traitance, le nombre de morts au travail a doublé en sept ans. Qui dira que la guerre des classes n'existe pas ? C'est celle qui fait le plus de morts.

La croissance a besoin de chair à canon

Elle ne peut l'obtenir qu'à deux conditions : exercer une pression telle sur la viande à boulot qu'elle se plie sans regimber aux pires traitements, et désolidariser d'elle le reste de la population. Pour la pression, il suffit de rendre les conditions de vie impossibles dans certains pays, par exemple en imposant une privatisation tous azimuts qui détruit en quelques années le peu de services dont profitaient les populations : un accès limité à la santé, à l'éducation, aux transports, à la flotte, à l'énergie, aux télécoms. Rajoutez une petite guerre par-ci par-là pour écouler les productions

excédentaires de nos chers marchands de canons et s'approprient quelques ressources minérales, et le flux humain des pays pauvres commence à s'écouler vers les pays riches. Là où se trouvent comme par hasard les sièges sociaux des entreprises qui se sont partagées leurs ressources, et où, de surcroît on manque cruellement de bras quasi gratuits. En arrivant par exemple au pays de Bolloré, Bouygues, Vivendi, Carrefour, Elf Totalfina, France Telecom, Lagardère, Matra, Dassault, etc... l'Ivoirien naïf s'imagine être en terre familière : ces enseignes lui sont connues, elles ont achevé de saturer son paysage et de réduire à néant toute possibilité de survie décente pour des centaines de milliers de ses potes. Mais ici ça va se passer mieux sans doute, il faut bien que le pognon de l'Afrique se retrouve quelque part. En fait, l'Ivoirien naïf ne tarde pas à déchanter : sans papiers, il est en

délibérément construite par les pays riches, il est claquemuré pour des générations dans des quartiers de relègue où il sera prié de se tenir tranquille, de ne pas roter après avoir grignoté les miettes qu'on lui octroie, et de dire merci maître quand on saupoudrera ses cages à lapins de menue monnaie pour faire retomber la vapeur de temps en temps.

Pour la désolidarisation, on a pu mesurer dernièrement où on en était, s'il nous restait le moindre doute. Avec la création des BAC il y a quelques années, la répression policière a changé à la fois de nature et de degré. On est passé de l'ilotage aux rafles, de l'encadrement brutal au harcèlement systématique. Les flics bouclent certains quartiers et ramassent tout ceux qui traînent dans la rue, dans les bistrotts, voire dans les entrées d'immeubles.

La pêche aux sans-papiers n'est jamais mauvaise

Elle s'entasse dans les centres de rétention (on n'ose pas dire camps de concentration, bien que ce soit la terminologie exacte), ou fait l'objet d'une expulsion immédiate. Il faut faire du chiffre, du chiffre, du chiffre, martèle Palmito avec la gueule de Joe Dalton quand il trépine en postillonnant : laissez-moi le descendre. Ces scènes se répètent partout sur le territoire. À Limoges, où les flics faisaient des descentes au défunt Squathédrale chaque fois qu'un Solex était piqué ou qu'un pétard éclatait dans le coin, un sans-papier s'est pété les jambes en sautant par la fenêtre dans un moment de panique. À Clichy-sous-Bois, Bouna, Ziad et Metin, qui jouaient au foot avec des potes, ont été pris de la même panique en entendant les talkies-walkies des condés, et ils ont détalé comme des lapins pour éviter un contrôle d'identité et une probable mise en rétention. Qui s'en étonnerait ? On vient rafler les sans-papiers jusque dans les classes des collèges et des lycées, voire des écoles primaires. Bouna, quinze ans, n'aura plus jamais besoin de papiers Français. Son pote Ziad, dix-sept ans, a grillé avec lui. Metin, sans papiers âgé de 22 ans, est gravement brûlé mais vivant. Interrogé par les flics au sortir du coma, il a dit ce qu'on a voulu, puis s'est rétracté et a raconté ce qui s'était passé après que le juge d'instruction ulcéré des procédés des flics ait exigé d'être le seul à l'interroger dans le cadre de l'enquête. Bon, la gerbe médiatique sur la racaille, on l'a tous entendue, c'est l'état d'urgence, il faut protéger la démocratie contre tous ces petits bronzés qui font régner la terreur. Une chose est vraie dans ce discours : les banlieues sont des zones de non-droit. Pour ceux qui ne sont pas nés du bon côté du manche, toute la France est une zone de non-droit. Et d'ailleurs, autant le dire, le monde entier est une zone de non-droit pour la majorité des humains. C'est ça, la mondialisation : un pénitencier planétaire.

Laurence Biberfeld



infraction et soumis à un harcèlement policier qui n'a fait que s'intensifier ces dernières années. Il ne lui reste plus qu'à se planquer et à accepter n'importe quel boulot. Et du boulot il en aura. Qu'il bosse à ACOR, sur les Chantiers de l'Atlantique, dans les BTP, l'agriculture ou la restauration, il aura du boulot par dessus les oreilles. Pas du temps, ni du fric, ni la moindre sécurité, ni un appart, ni la tranquillité, juste du boulot.

Terrorisé par les flics, surexploité par des patrons bien Français, saigné à blanc par les marchands de sommeil, considéré comme un dangereux furoncle par la majorité des bons Français, il en aura une tartine à raconter sur le pays des droits de l'homme qui ne l'a affamé là-bas que pour l'enterrer vivant ici. Et qu'il n'aille pas s'imaginer qu'il lui suffit de s'installer en France, choper des papiers en règle à force d'obstination, devenir de fait citoyen Français pour sortir de la panade. Chassé de la taule du sous-développement

Ni Dieu ni biomâîtres ! (titre emprunté au *Canard enchaîné* du 14/12/05)

La biométrie (identification des personnes à partir, entre autres, de caractères morphologiques numérisables : iris, contour de la main, traits du visage,...) envahit insensiblement nos lieux de vie sans que beaucoup de personnes s'en émeuvent et pourtant il y a de quoi. Un fichier informatique centralisé de toute la population, consultable 24h/24h : ça ne vous rappelle rien, ça ne vous fait pas des sueurs dans le dos ? Non, alors c'est que vous êtes un bon citoyen, fait dans un bois recherché, le « bois d'esclave » !

Le Gixel (groupement des industriels de l'électronique qui développent les techniques les plus modernes de contrôle comme la biométrie) s'inquiète, quand même, un peu des réticences qui voient le jour par ci par là.

Dans leur livre bleu (2004), nous pouvons avoir une idée de leur « philosophie » : « *La sécurité est très souvent vécue dans notre société démocratique comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut*



Illustration tirée de CQFD n°29 du 16/12/05.

donc faire accepter par la population ces technologies (...). Plusieurs méthodes devront être développées pour faire accepter la biométrie : elles devraient être accompagnées d'un effort de convivialité (...) et par l'apparition de fonctionnalités attrayantes (...) dès l'école maternelle.»

En novembre une vingtaine d'étudiants, « mauvais » citoyens avec des masques blancs de clowns pénétrèrent dans la cantine d'un lycée de Gif-sur-Yvette (91) et, après distribution d'un tract appelant à la résistance, cassèrent deux bornes biométriques avec la reconnaissance du contour de la main (illégales puisque ayant été installées sans avoir eu encore l'accord de la CNIL !).

Que croyez-vous qu'il arriva ? Un surveillant avec l'aide d'élèves intervinrent de façon musclée (coups avec côtes cassées,...) puis se saisirent de 3 des clowns qu'ils s'empressèrent de remettre à la gendarmerie.

Là encore, on croit rêver ! Défendre les objets de sa propre oppression ! La « servitude volontaire » cher à Etienne de La Boétie a de beaux jours devant elle.

À CROIRE QUE LE BOIS D'ESCLAVE SE REPLANTE RÉGULIÈREMENT !

Comment l'A.N.P.E. de la Creuse multiplie les petits pains

Sur sa page internet, la divine engeance publie une offre d'emploi rédigée comme suit :

ANIMATEUR COMMERCIAL / ANIMATRICE COMMERCIALE H/F	
23 - LA SAUNIÈRE 853723C	03/01/2006
Type de contrat	CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE DE 2 JOURS
Nature d'offre	CONTRAT DE TRAVAIL
Expérience	DÉBUTANT ACCEPTÉ
Formation et connaissances	
Autres connaissances	
Qualification	Employé qualifié
Salaire indicatif	HORAIRE DE 8.03 A 8.04 EUROS VÉHICULE+CHÈQUE REPAS
Durée hebdomadaire de travail	35H HEBDO TRAVAIL LE SAMEDI
Déplacements	QUOTIDIENS DÉPARTEMENTAL
Taille de l'entreprise	50 À 99 SALARIÉS
Secteur d'activité	AGENCES / CONSEILS EN PUBLICITE

Si cette offre vous intéresse, veuillez adresser par mail votre CV et une lettre de motivation, en précisant le numéro de l'offre à l'ANPE .

et de continuer ainsi pour les communes autour de Guéret : en tout, treize offres d'emploi sous treize numéros d'offres différents pour un seul emploi réel de deux jours !!

De quoi embellir tout bon rapport sur le nombre d'emplois « offerts » aux chômeurs creusois ! Et puis, il n'y a plus qu'un pas pour en déduire que le travail ne manque pas en Creuse, que le problème, c'est avant tout le « manque de motivation » (pour ne pas dire pire) du sans emploi.

Les statistiques nationales, publiées le 18 janvier, confirment notre hypothèse : l'ANPE a recueilli 3,4 millions d'offres d'emploi en 2005, soit 8% de plus qu'en 2004. Le ministre de l'incohérence sociale a qualifié "d'historique" l'année 2005.

Dans un élan de civisme le collectif Creuse-Citron met ses petits moyens éditoriaux à la disposition de l'agence pour inventer et éditer quelques milliers d'offres d'emploi.

Communiqué de la CNT (18/01/06)

La rentrée scolaire 2005 voyait s'établir le CNE. A peine quatre mois plus tard, le premier ministre instaure le Contrat Première Embauche qui concerne les jeunes de moins de 26 ans quelle que soit la taille de l'entreprise. La mesure phare du CPE, comme du CNE, c'est l'instauration de la période d'essai de deux ans après l'embauche. En « contrepartie », le premier ministre concède une allocation chômage de 460 euros par mois pendant deux mois aux jeunes qui se feront licencier entre 4 mois et 6 mois d'ancienneté. Allocation-aumône qu'il ose appeler « avancée sociale majeure ». Les employeurs, eux, bénéficieront d'un abattement de charges sociales pendant trois ans.

C'est donc toute une classe d'âge, les jeunes de moins de 26 ans, qui entrera désormais sur le marché du travail avec des protections sociales quasi-nulles. [...]

Avec ce "Plan Emploi", le premier ministre annonce aujourd'hui le cumul du travail-retraite ou de plusieurs emplois pour les salariés les plus modestes. Il y a fort à parier que ces derniers vont bientôt perdre tout simplement le droit à la retraite. Et monsieur De Villepin prévient ; les attaques contre le code du travail ne font que commencer. C'est le Contrat à Durée Indéterminée qui est visé.

Le travail jetable dès le plus jeune âge jusqu'à la tombe, c'est ce que le capitalisme nous promet.

14 - Mauvaises lectures



Le temps des bombes

Voici une BD (aux éditions Delcourt) qui évoque 2 temps forts de l'histoire mouvementée du mouvement anarchiste français : la "propagande par le fait" et les "colonies anarchistes" (ce que l'on appelait aussi les "milieux libres").

E. Moynot nous ramène à la fin du XIX^e siècle, à un moment où les discussions concernant les moyens d'action occupaient une grande place dans la mouvance

anarchiste : s'investir dans les syndicats, se lancer dans l'illégalisme tout azimut, ... tout cela sans oublier l'éternel idée fixe de nombre de libertaires : créer un journal ! Mais rapidement la question numéro un se pose : "Comment réunir l'argent dont on a besoin ?" Alors là, les confrontations deviennent vives et tranchées : "Le vol, c'est la propriété privée. La reprise, c'est la restitution de ce que le riche vole au pauvre". "La reprise individuelle ! (...) Ça consiste tout bonnement à se servir dans l'assiette du voisin. Tout au plus à en faire profiter les copains... Casser des portes et forcer des coffres, ce sont des manières de voyou. Il n'y a pas de différence."

Rapidement un engrenage infernal se met en marche : les arrestations, la répression, ... Alors la vengeance trouve sa place, soit directement, soit comme fait propagandiste. Là encore les discussions se font véhémentes et le plus souvent, au bout de cette trajectoire, c'est le baigné quand ce n'est pas la guillotine !

À l'opposé de ce "temps des bombes", d'autres envisagèrent de mettre en application leurs principes libertaires. Ce fut le temps des colonies anarchistes en milieu rural. Souvent beaucoup de naïveté baigne ces compagnons peu au fait des réalités paysannes, mais l'enthousiasme, l'énergie, la créativité permettent de surmonter en partie certaines difficultés. Mais les différences de rythme de travail, les relations amoureuses, les comportements individualistes posent problème et les rapports entre les personnes deviennent plus âpres. Parfois la tragédie s'invite au grand bal de l' "utopie" mais rien n'est

définitif. Tout recommence au bout de quelques décennies : l'idéal libertaire fait feu de tout bois. Et cet enthousiasme toujours renouvelé ne peut jamais être endigué. C'est ainsi que perdure cette fibre révolutionnaire pas comme les autres.

Le dessin clair, les décors très réalistes ainsi qu'une mise en scène graphique parfaitement adaptée font du travail d'E. Moynot une agréable BD pleine de réflexions, de débats, ... de quoi vivifier l'esprit de tout libertaire !

En complément du débat sur l'illégalisme amorcé dans ce "temps des bombes", on ne peut que conseiller vivement la lecture de "Ma morale anarchiste" de Lucio Urubia (récentement publié aux éditions libertaires). Nous aurons sûrement l'occasion d'en reparler dans CREUSE-CITRON et même, peut-être, de rencontrer Lucio en terre limousine.

Paroles anticléricales

Les copains des éditions libertaires (île d'Oléron) viennent d'inaugurer leur nouvelle collection "Paroles" avec un petit ouvrage magnifiquement illustré par le "pinceau vitriolé" de Marcos Carrasquer. Cette publication ne peut mieux tomber en ce centenaire (1905-2005) qui reste, assez symbolique.

Pour présenter ces "Paroles anticléricales", B. Groslier n'y va pas par quatre chemins dans sa préface joyeusement libertaire : «L'opium du peuple est cultivé par des escrocs pour être consommé par des victimes. L'une des plus vieilles drogues dures du monde méritait bien d'inaugurer (...) cette collection. De Voltaire à Desproges, en passant par Bakounine (...), il nous parut évident que ces cinglantes vérités se doivent d'être accompagnées des bâtons de dynamite artistique (...) de ce joyeux lubrique qu'est M. Carrasquer. "Pas de quartier pour les ratichons !" proclame chaque geste de l'artiste, aussi sûrement que l'hostie ingérée donne des gaz.

A bas la calotte

Toujours dans la même veine, nous serions coupables de ne pas citer l'ouvrage d'excellente qualité des éditions alternatives : **A bas la calotte**. La caricature anticléricale et la séparation des Églises et de l'État. Publication irremplaçable par la diversité et la richesse de son iconographie.

Les déserteurs

Voici un groupe de cette scène alternative qui n'en finit pas d'occuper les différents lieux délaissés par les « artistes » repus d'une allégeance infantile de fans lobotomisés. De squats en bars, cette formation d'Uzès creuse son trou pour avoir enfin une place au soleil noir et rouge du punk-rock français. Derrière guitare et batterie déchaînées, percent des paroles qui tranchent dans la mielleuse consensualité de nos chers « politiques » : « Contrôle mental contrôle social / Y'a que dans la merde qu'on pédale / Fichage bavure contrôle au faciès / Pardonnez moi d'exister »

Avant de terminer avec une reprise de l'insusable « Les anarchistes » de Léo Ferré, ils nous servent un « Le travail rend libre » (expression de bien sinistre mémoire qui continue, dans sa version « soft », à hanter un monde politique après avoir été remis au goût du jour par un piteux duo Medef-Raffarin !) avec quelques phrases claires et nettes comme « Aujourd'hui on ne perd plus notre liberté, mais on gagne notre servitude ! ».

« L'ordre moins le pouvoir » des Déserteurs.

Contact : <http://lesdeserteurs.propagande.org>



Compilation de solidarité avec ACTION DIRECTE

Tout le monde sait que la peine de mort n'existe plus en France... enfin, la peine de mort officielle parce que dans la rue ce n'est pas tout à fait pareil : entre les balles « perdues » et les transformateurs EDF en embuscade, il y a une place pour la peine de mort officieuse. Et puis il y a les peines de prison à plus en finir : 10 ans, 20 ans, 30 ans, ... en quelque sorte une peine de mort « douce », discrète mais efficace.

Une compilation de 21 morceaux en solidarité avec les prisonniers d'ACTION DIRECTE (sans beaucoup d'espoir de sortir un jour si ce n'est les pieds devant, sinon la bave mortelle au coin des lèvres) circule depuis quelques mois. Comme dans toute

compilation, on y trouve de tout, il y a à boire et à manger : une hétérogénéité musicale allant d'un rap de base à des mélodies plus recherchées. On pourra y croiser Kochise, Dominique Grange (éternellement solidaire), ... jusqu'à un Serge Utgé-Royo qui nous rappelle encore que « dessous la cendre, le feu va tout brûler... ». Ceux qui ont entrepris cette démarche solidaire nous expliquent leurs motivations « politiques » : « La musique adoucit les mœurs affirme la sagesse populaire...ça dépend laquelle ! Les rythmes multiples de cette compilation ne visent pas à modérer les passions ni à faire concurrence à la musique militaire exhortant des héros en herbe à mourir pour la patrie, c'est une multitude de cris solidaires, de flashs sur les visions diversifiées d'une lutte contre le capitalisme et l'impérialisme pour une vie libre et fraternelle à laquelle nous aspirons tous. Les prisonniers sont nos frères de misère ! Les prisonniers révolutionnaires des compagnons de lutte ! Ceux d'Action Directe veulent construire un monde sans prisons ni classes. NOUS AUSSI ! »

L'acte de solidarité (en achetant le CD) est à adresser à : Défense Active / Jargon Libre, 80, rue Ménilmontant 75020 PARIS.

REVUE DE LA PRESSE ANARCHISTE EN FRANCE

Il y a déjà quelques temps, dans *Creuse-Citron* (*Panorama de la presse...*), nous avons fait un peu le tour des publications anarchistes (ou libertaires) qu'il est possible de trouver en France. Nous avons vu l'extrême diversité et richesse de cette presse pas toujours bien connue.

A partir de ce numéro, nous voudrions, dans une sorte de « revue de presse », attirer l'attention de nos lecteurs sur des textes ou dossiers présentant un intérêt certain pour toutes celles (et ceux) pour qui la grille de lecture libertaire à un côté indispensable en ces temps de pensée unique infantilissante et déstructurante.



Dans le dernier numéro de **Débattre** (n° 19 Automne 2005) d'Alternative Libertaire, on peut trouver un dossier assez conséquent (plus de 20 pages) sur « *Fédéralisme contre nationalisme* ». En pleine discussion sur la « modernisation » de la construction européenne, il peut être intéressant d'avoir un point de vue totalement absent des débats dans les médias dominants. Voici la présentation qui est faite de ce dossier : « *Alors qu'il n'a jamais été autant remis en cause par le capitalisme transnationalisé, dépassé par les regroupements supranationaux et par l'émergence des régionalismes, l'État-*

nation n'en finit pas de resurgir. A droite et dans la gauche traditionnelle, sa fonction sécuritaire, de garant de l'ordre économique et sa fonction identitaire, ethnique voire raciale, ont le vent en poupe. Dans la gauche « radicale », les luttes pour les services publics et la préservation des conquêtes sociales restent attachées au modèle de l'« État providence », l'État « national-social ». Cette fixation sur l'appareil d'État (...) imprègne une grande part de ce qu'il reste du mouvement ouvrier et de ses derniers avatars altermondialistes.

Du côté des libertaires (...), le projet fédéraliste a pourtant constitué une alternative sans cesse réaffirmée. De la République sociale à la Fédération des Communards, la fédération universelle des travailleurs, détruisant l'État et ses frontières, luttant sans relâche contre le nationalisme guerrier, instituant la démocratie directe et la liberté comme condition de l'émancipation, a constitué le projet et l'utopie.»

Ce dossier pourra être complété par la lecture d'un autre dossier (« *Autogestion et fédéralisme libertaire* ») paru dans le numéro 43 (Octobre 2005) de **No Pasaran**.

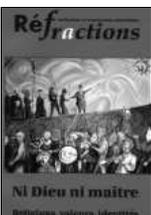


Tout dernièrement (Automne 2005), une très innovante initiative a vu le jour : deux revues ont décidé de fusionner le temps d'un numéro commun (d'une part, **N'AUTRE école** – revue de la fédération CNT des travailleurs et travailleuses de l'éducation, d'autre part, **UN AUTRE FUTUR** – revue du syndicat CNT de la communication et de la culture). Celui-ci est entièrement consacré aux « *impasses et pistes culturelles.*» Le contexte du débat est exposé sans ambages : « *d'une certaine façon, le monde est devenu une gigantesque et unique « ferme des animaux », dans laquelle toute pensée critique s'interrogeant sur le sens et le but de son fonctionnement délirant est immédiatement étouffé par le bêlement assourdissant des brebis démocratiques (...).* Dans cette ferme, la communication et la culture utilisent désormais une novlangue sans cesse actualisée pour sous-titrer des images toutes autant vides de sens. Internet, après l'échec de ses start-up voudrait (...) nous faire communiquer dans une grande messe du bien commun cher (...) aux nouveaux Papes de l'Intelligence Collective, prêts au formatage de notre histoire et des connaissances, pourvu que cela serve une pensée acculturée applicable à tout « homme nouveau » qui aurait un œil fixé sur l'écran tandis que l'autre pointerait soit sur les cours de la bourse soit sur ceux de sa propre précarité. »



Nos compagnons d'**Offensive Libertaire et Sociale** dans leur, toujours, excellente revue **Offensive** (n°7 Septembre 2005) nous proposent un dossier sur les « *guerres contre-révolutionnaires* ». A la lecture des différents articles (des *escadrons de la morts* – l'école française au *Gladio* – l'OTAN contre le peuple en passant par le *GAL*, les *Barbouzes* ou bien encore le *système Condor*), notre mémoire se ravive et des frissons remontent le long de

notre dos. Il est clair que « *l'État dispose d'énormes moyens légaux pour maîtriser, affaiblir ou éliminer les « subversifs ».* Pourtant lorsqu'elles se sentent en danger, des franges de la bourgeoisie recourent à des stratégies contre-révolutionnaires hors de tout cadre légal, souvent au nom de la défense de la démocratie. Cette « contre-insurrection » s'oppose à un mouvement populaire de libération réel [social ou national], son intensité étant proportionnelle à la menace. Parfois le danger est fantasmé et construit par un appareil de propagande qui qualifie ses attaques de « préventives ». En Europe et en Amérique du sud [principales zones traitées par ce dossier], l'anticommunisme est le moteur principal de l'antisubversion.» Et tout cela est bien loin d'être terminé aujourd'hui : au communisme plus qu'affaibli, s'est substitué un nouvel « ennemi », le terrorisme qui plus est, islamiste !



Il nous serait bien difficile de quitter cette « revue de presse » sans citer les deux derniers numéros de **Réfractions** (recherches et expressions anarchistes) : celui du printemps 2005 (n°15) consacré à « *Ni Dieu ni maître* » (Religions, valeurs, identités) et celui de l'automne 2005 (n°16) qui pose la question « *Privés, publics, communs, quels services ?* » Comme on peut le constater, des sujets d'actualité sources de lutte et de résistance toujours aussi virulentes.

**S'ils font
semblant de
nous payer...
Faisons semblant
de travailler**

16 - Vous êtes cernés !

JOURNEE Peter WATKINS / Edvard MUNCH

Samedi 4 mars
de 16h à minuit à L'ATELIER
Royère de Vassivière en Creuse

Autour de la projection (pour la première fois en Limousin dans sa version intégrale) du film «Edvard Munch» [La danse de la vie].

Coorganisée par l'association "Emile a une vache" et Creuse-Citron.

Présentation du travail de Peter Watkins ;
Projection de la première partie du film.

Débat « L'influence du contexte politique et social sur l'artiste » animé par Patrick Watkins.

Apéro-tapas et discussions informelles.

Projection de la deuxième partie du film

Débat (« La psychologie de la création artistique ») avec des artistes plasticiens de la région.

Performance artistique et projection de tableaux de Munch (sous réserves).

Des livres de Munch et Watkins seront disponibles.

Des rendez-vous "Là-bas, si j'y suis", où se retrouvent des auditeurs de l'émission de Daniel Mermet sur France Inter, se lancent dans nos cafés :
à Aubusson au *Fabuleux destin* les 2ème samedi du mois à 15h ;
à Limoges au *Woodstock Boogie-bar* les 1er mercredis du mois.

4^{ème} Forum Social Limousin 2^{ème} Fête des possibles 25 mars au 1er AVRIL Neuvic d'Ussel en Corrèze

Après trois années au Villard, le Forum Social du Limousin change de lieu. Il se déroulera cette année à Neuvic-d'Ussel, où en 2004 associations et municipalité ont réalisé la " Fête des Possibles " qui était la recherche d'alternatives à la société libérale. Les bases de la Fête des Possibles étaient très similaires aux nôtres. Pourquoi ne pas réitérer ça en jumelant les deux manifestations ?

Pour cela nous avons besoin de la richesse et de la participation de tous. Sortir de la pensée unique c'est d'abord l'affaire d'un travail collectif et aussi de la réflexion de chacun sur le rôle de consommateur passif que l'on veut lui faire jouer.

Tout commence à s'organiser, voici ce qui se dessine :

Toute la semaine : semaine du film engagé avec les réalisateurs..., conférences, débats dans des lieux divers : bistrot, salles, lycées, expositions, librairies alternatives,... soirée internationale de solidarité (Amérique du Sud, Afrique)...

Et le 1er avril : débats et présentation des travaux des ateliers du FSL : Droits humains, Biens communs (terre, eau, ressources), Décroissance, Démocratie, ... Ce devrait être également l'occasion de lancer le thème «dans quel Limousin voulons nous vivre ?». Contact :

murray.nelson@mouvement-rural.org

Premier Salon des médias libres 12 et 13 mai à Chanteix en Corrèze

Rencontres, débats et échanges sur le thème des médias et de l'information. Co-organisé par le syndicat CNT, les associations Peuple et culture, Twedledee, ATTAC, Rasl'front, Tuberculture, IPNS, Creuse-Citron .

Vendredi 12 mai : Journée de formation avec Benasayag/Goldstein, organisée par Twedledee et prévue au Centre Culturel de Brive.

En soirée, conférence-débat à Chanteix avec les deux intervenants, approche psychanalytique de la question des mécanismes de l'information.

Samedi 13 mai à Chanteix :

9h30-10h30 : accueil, espace librairie : table des éditeurs, presse...

10h30-12h : projection de *Désentubages cathodiques*, film collectif produit par Zalea TV - 1h30'.

12h-13h : discussion autour du film en présence d'Emmanuelle de Zaléa TV.

13h-14h : pause déjeuner (auberge espagnole).

14h-17h : intervention de Patrick Watkins, réalisateur, analyse critique des médias.

17h-18h : pause, espace librairie...

18h-20h : rencontre avec les acteurs locaux de la presse libre et autres initiateurs de projets libertaires...

21h-22h15 : projection de *L'Horloge universelle* de Peter Watkins - 70 min., suivie d'un débat en présence de Patrick Watkins (fils de Peter Watkins).

Fin de soirée : la fanfare.

15 mars 14h Maison des associations de Braconne Guéret Réunion publique sur les "chèques emploi-service" Animée par des syndicalistes de la CNT

Nous vous proposons Creuse-Citron à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquérir un même produit selon ses moyens et ses motivations. Sachant que tout a un coût, sachez que celui de fabrication de Creuse-Citron est de 50cts.

Creuse-Citron s'adresse

à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Creuse-Citron est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron

Courrier : 7, Les Chambons
23150 St-Martial Le Mont

Courriel : creusecitron@free.fr

IPNS

Dépôts

Aubusson : Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu*
23200 St Maixant

Guéret :
Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.
Librairie *Les Belles Images*, rue Eugène France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat

Royère : Bar *L'atelier*.

Sardent : Bar *Chez Bichette*

St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers

Eymoutiers : Librairie *Le Passe-Temps*

Lupersat : Bar *L'heure creuse*

Champagnat / St Domet : à *La Naute*

Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. **Creuse-Citron** étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et envoyez-nous le montant correspondant en timbres. Ou bien adressez-nous un courriel pour recevoir la version PDF. Vous pouvez vous procurer les anciens numéros sur demande.



1254945000139875 638415315